



Conférence débat Canche Authie Boulonnais du jeudi 1^{er} avril 2021 à Lille

Education à l'environnement – Eau - Lien terre-mer

Animateur : Romain MUSART, Chef de la rédaction régionale de La Voix du Nord



Organisée par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, en partenariat avec la Voix du Nord, la troisième conférence autour de la révision du Schéma D'Aménagement et de Gestion des Eaux, s'est tenue le jeudi 1er avril 2021, dans les locaux de la Voix du Nord à Lille. Cette conférence était l'occasion d'aborder les problématiques de l'éducation à l'environnement, à l'eau et du lien terre-mer.

Si l'eau est un enjeu majeur du développement durable, l'éducation à l'environnement est un outil primordial pour faire évoluer les comportements et soutenir les politiques de gestion et de protection. Les agences de l'eau ont d'ailleurs pour mission d'informer et de sensibiliser le grand public. L'éducation à l'environnement, c'est aussi faire passer la notion et les enjeux du « grand cycle de l'eau » : Tout vient de la mer et retourne à la mer.

Les eaux des bassins versant s'écoulent et convergent vers un même point de sortie appelé exutoire : confluent, cours d'eau, lac, mer, océan, etc... Ainsi, la qualité de nos cours d'eau, de nos réseaux d'assainissement, sont tout aussi importants pour la qualité de nos eaux littorales, l'activité économique et de loisir sur le littoral et la vie dans les milieux marins.

Comment sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux du cycle de l'eau ? Sur quelles structures et ressources s'appuyer ? Quelles actions concrètes sont mises en place pour provoquer une prise de conscience et faire évoluer les comportements ? Surtout, comment les accompagner ? C'est à ces questions que les invités ont tenté d'apporter des réponses.

Intervenants

- **Isabelle MATYKOWSKI** : Directrice générale adjointe de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
- **Emmanuelle LEVEUGLE**, Présidente d'EDEN 62, Présidente du CAUE 62 et membre du Comité de Bassin
- **Morgane RICARD**, Chargée de mission au sein du Comité Régional des pêches maritimes et des élevages marins des Hauts-de-France, membre du Comité de Bassin
- **Hélène TUIGNY**, Membre du Comité de bassin Artois-Picardie
- **Pierre-Georges DACHICOURT**, Président de la commission territoriale Authie – Canche - Boulonnais du Comité de bassin – Adjoint au maire de Berck-sur-Mer
- **Dominique GODEFROY**, Président Directeur Général de Nausicaa, Président du Parc national marin des estuaires picards et mer d'Opale, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais en charge de la planification littorale et maritime, politique de l'eau, patrimoine naturel, Directeur du Centre Manche - Mer du Nord de l'IFREMER
- **André FLAJOLET**, Président du Comité de Bassin Artois-Picardie

Interventions

Isabelle MATYKOWSKI :

Pourquoi cette grande consultation ? Parce que l'Homme, comme la majorité des espèces, a besoin de l'eau pour vivre. On veut partager ces enjeux avec la population, c'est un sujet globalement méconnu du grand public alors qu'il concerne 5 millions de personnes en Artois-Picardie.

A propos du site « Agissons pour l'eau » : il a été

créé afin que tout le monde puisse s'informer sur les enjeux quantitatifs et qualitatifs de l'eau et que l'on puisse donner son avis. Il y a une rubrique qui concerne directement le SDAGE, le projet stratégique pour les 6 années à venir.



Il y a également une rubrique qui présente chaque territoire du bassin Artois-Picardie, pour comprendre d'où vient l'eau de nos robinets et quels sont les enjeux locaux.

Une autre rubrique est consacrée aux conférences et aux événements organisés dans le cadre de la consultation. La dernière rubrique permet à chacun de donner son avis et de voir ceux qui ont été déposés. Une synthèse sera faite en septembre, à partir de tous les avis recueillis, et elle sera proposée au comité de bassin, afin de faire évoluer le SDAGE.

André FLAJOLET :

On a longtemps considéré que l'eau était un produit courant, un acquis. Or c'est un patrimoine qui est en danger. On est responsable de ce patrimoine et de sa régénération, au niveau local comme national. Si l'eau est un patrimoine gratuit, il faut néanmoins des investissements dans les infrastructures qui permettent de la traiter, de l'acheminer, etc... C'est d'autant plus vrai dans une région comme les Hauts-de-France, où la ressource en eau est mal répartie.



L'idée que l'eau est gratuite est un piège. C'est dire qu'elle n'a pas de valeur alors qu'elle a une valeur patrimoniale forte, pas juste une valeur en tant que matière première comme à la bourse de Chicago. Des pays comme la Slovénie ont fait de l'eau un droit constitutionnel pour chacun.

Il est difficile de sensibiliser à l'environnement, car ce n'est pas vu comme une matière scolaire essentielle. Pourtant la ressource se dégrade : l'été dernier dans la région Hauts-de-France, des territoires ont dû être ravitaillés par camion-citerne.

La destruction du cycle de l'eau pose de vraies questions d'aménagement et de reconquête environnementale. C'est un processus lent et certaines ressources sont devenues tellement fragiles que les eaux ne sont plus potables.

Isabelle MATYKOWSKI complète en expliquant que l'Agence de l'Eau Artois-Picardie a conçu, en partenariat avec l'Education Nationale, une mallette pédagogique faite par des enseignants, pour les enseignants. Elle permet d'aborder toutes les thématiques de l'eau via des jeux de plateau, des kits de chimie adaptés, etc. L'Agence a également développé une politique jeunesse spécifique avec la mise en place d'un parlement de jeunes adultes (17 à 20 ans) qui contribue directement à la stratégie de l'eau sur le territoire.

André FLAJOLET complète son intervention en expliquant le rôle d'ensemble du SDAGE, qui permet de donner une vision globale des actions en faveur de l'eau. Il s'agit de ne plus travailler en silo, mais de faire preuve d'une anticipation globale.

Dominique GODEFROY :

Nausicaa est un espace dont la vocation première est la pédagogie. On vit sur une planète bleue et l'océan fait partie intégrante du cycle de l'eau. Nausicaa a donc comme mission d'apporter des connaissances sur ce que l'eau représente pour la terre en termes de vie, d'évolution et face au changement climatique.



Il rappelle que les océans sont les poumons de la terre, qu'il n'y aurait pas de vie sur terre sans eux.

Les océans, dans le cycle de l'eau et pour les espèces, sont à la fois une source d'alimentation, mais aussi de respiration, grâce au stockage du carbone.

Nos problématiques actuelles ne peuvent être déconnectées de notre connaissance des océans.

André FLAJOLET acquiesce en ajoutant que l'on connaît mal les océans, alors qu'ils sont certainement notre agriculture de demain, notre future pharmacopée.

Dominique GODEFROY reprend en expliquant que Nausicaa n'est pas qu'un aquarium. C'est aussi un centre de recherche et d'expérimentation, qui travaille en coopération avec des chercheurs, comme ceux de l'IFREMER. On y trouve une maternité marine : élevage d'algue marine, reproduction de coraux et d'espèces. C'est un pôle d'activités moins bien connu du grand public.

Il est primordial de comprendre que la pollution vient souvent de la terre. La dégradation des eaux s'est accentuée sur la dernière décennie, bien que de nombreuses actions soient mises en place par l'Agence de l'eau, les collectivités territoriales et les citoyens.

Les défis de demain : réduire nos déchets, avoir une agriculture plus respectueuse de l'environnement, avoir des modes de production et de consommation plus durables et responsables. L'éducation des jeunes est importante, car ils sont très sensibles à la nécessité de protéger l'environnement. Ce sont aussi les éducateurs de leurs parents.

Pierre-Georges DACHICOURT :

Il est primordial qu'une rivière qui se déverse dans un estuaire soit propre, car ces espaces sont de véritables nurseries pour les poissons. Quand un estuaire est pollué, la ressource se raréfie. Les classes vertes permettent de montrer aux enfants l'importance d'un littoral propre, pourquoi il ne faut pas le polluer.

Sur les plages en été, il est important de ne pas toucher à la laisse de mer (cf. les débris naturels accumulés par la mer qui s'échouent sur la plage).

Un travail est fait pour ramasser les macrodéchets et nettoyer la partie centrale de la plage, la plus utilisée.



André FLAJOLET revient sur la temporalité longue pour voir les effets d'une politique de l'eau, avec l'exemple des stations d'épuration : l'Agence de l'eau a investi dès 1985 pour mettre aux normes l'assainissement le long de la façade maritime. Les résultats se voient aujourd'hui.

Isabelle MATYKOWSKI explique que la qualité des eaux s'améliore chaque année avec ce type de mesures, mais qu'il existe encore des pollutions ponctuelles liées aux pluies, qui créent des déversements d'eau en amont des stations.

Pierre-Georges DACHICOURT note néanmoins qu'avec des orages de plus en plus fréquents, les stations semblent arriver à leur limite. Il faudrait les penser différemment.

Dominique GODEFROY approuve en expliquant qu'on a longtemps été dans des solutions curatives qui montrent leurs limites. Le fonctionnement des stations d'épuration est bousculé par le changement climatique et les événements violents qu'il provoque. On a donc besoin d'innovation, de solutions rapides. Il devient difficile de prendre le temps de plusieurs décennies.

Morgane RICARD :

Le rôle du comité de la pêche maritime : la gestion durable des ressources, la défense des professionnels, la mise en place de projets socio-économiques. Mme RICARD s'occupe de la pêche à pied, qui représente 400 pêcheurs professionnels au sein du comité. Elle s'occupe également des questions d'environnement et de santé.



Comme l'ont déjà dit les intervenants, tout finit dans la mer, dont les pollutions, ce qui a un impact important sur les premiers miles côtiers. Les coquillages ce sont des espèces qui filtrent l'eau pour se nourrir, donc ils accumulent les toxines.

Les coquillages pêchés dans des eaux propres peuvent être vendus directement, les autres doivent subir une purification pour être dégustés.

Sur la zone littorale des Hauts-de-France, la production de coquillages est bonne, mais on note des mortalités inexplicables. Des études ont été lancées pour identifier et traiter ce problème, qui est certainement l'association de plusieurs facteurs.

Dominique GODEFROY complète en expliquant qu'on a longtemps développé une connaissance des espèces qu'on exploitait. On méconnaît la majeure partie des espèces non exploitées, qui constituent pourtant la majorité de la faune et de la flore marine. Il est donc urgent de s'y intéresser.

Emmanuelle LEVEUGLE :

Les espaces naturels sensibles (ENS) sont gérés par le département. Ils représentent 6200 hectares du département du Pas-de-Calais. A noter que ces espaces peuvent aussi être d'anciens sites industriels, comme les terrils, où la faune et la flore se sont redéveloppées. La politique du département et d'EDEN 62 est d'ouvrir ces sites au grand public afin de le sensibiliser. Une partie du site va être aménagée et une autre sera inaccessible, afin de permettre le développement des espèces. Le département jouit d'un droit de préemption qui lui permet d'acquérir de nouveaux sites au fil du temps.



L'autre point essentiel est d'insister sur la biodiversité de proximité, sur laquelle chacun peut avoir un impact, en réduisant les intrants utilisés dans les jardins et qui fragilisent les sols et polluent les nappes par exemple. La pédagogie ne peut pas se faire qu'en direction des enfants, il faut aussi toucher les adultes.

La crise du COVID a accentué la fréquentation des ENS, avec des populations qui n'avaient pas l'habitude de pratiquer ce type d'espaces. Ça a pu donner lieu à des tensions et à une sensibilisation très forte, particulièrement contre la recrudescence des déchets. C'est néanmoins un aspect positif que de réussir à toucher des publics qui ne viennent pas d'habitude.

Hélène TUPIGNY :

Agricultrice bio dans l'Aisne et la Somme, elle espère pouvoir accueillir du public et partager le travail des agriculteurs. Elle a fait le choix du bio par sensibilité pour la biodiversité. On connaît peu la biodiversité du sol alors qu'elle est primordiale pour nourrir les plantes et filtrer l'eau.

Aujourd'hui, les agriculteurs peuvent travailler en conservations ou en régénération des sols, qu'ils soient en bio ou en conventionnel. Elle travaille avec 3 autres agriculteurs bio et conventionnels sur cette thématique.



La qualité de l'eau est au cœur des pratiques des agriculteurs : on peut avoir de l'eau par la pluie ou par un forage. Si en revanche on est obligé d'utiliser l'eau du réseau, il faut d'abord la traiter pour faire évaporer les substances comme le chlore.

Aujourd'hui, il y a une vraie pression sur les agriculteurs.

Les conversions sont des périodes de transition difficile, car on change de système. Cela demande de lourds investissements en termes d'outils, mais aussi dans la main-d'œuvre plus qualifiée qu'il faut recruter. Les agriculteurs qui souhaiteraient se lancer se retrouvent dans une impasse économique et écologique. Le frein économique peut être contrebalancé par la chaîne de distribution, par les consommateurs et la valorisation du produit.

Les questions – réponses

1 - Pourquoi finance-t-on la destruction des moulins à eau ?

André FLAJOLET : la réponse est complexe. Certains moulins bloquent les continuités écologiques des rivières, ce qui impacte la faune et la flore. Il faut donc pouvoir rétablir cette continuité écologique, parfois en détruisant un moulin. L'Agence de l'eau Artois Picardie, les collectivités et les particuliers fournissent un travail énorme pour sauvegarder les moulins. On étudie toutes les solutions avant d'envisager des destructions, il n'y a pas de destruction de moulin à l'aveugle.

2 - Est-ce que ça devient dangereux de manger des poissons, des coquillages et des crustacés pour notre santé ?

Morgane RICARD : Non ça ne devient pas dangereux, car tout est contrôlé. Des prélèvements sont effectués très régulièrement, c'est suivi de très près. Quand les seuils sont dépassés, on met en place des actions et par exemple on ferme la zone concernée.

3 - Il y a de plus en plus de projets visant à la production d'hydrogène par l'électrolyse. L'Agence de l'Eau Artois-Picardie étudie-t-elle l'impact de ces nouvelles activités sur la ressource en eau ?

André FLAJOLET : l'Agence de l'eau héberge dans ses locaux l'ADEME et c'est surtout elle qui est concernée par ces projets. En l'état, on ne peut pas dire qu'il y ait beaucoup de modifications, du point de vue de la production actuelle. Ce sera peut-être différent demain. Le réchauffement climatique est actuellement une problématique bien plus importante concernant la disponibilité des ressources.